

« RFI voix de la France ou voix de Kagame ? »

Pierre Péan

Noires fureurs, blancs menteurs : Rwanda 1990-1994
Fayard/Mille et une nuits, 2005.

Mission d'étude sur le Rwanda

Retranscription des journaux Afrique de RFI
1990 - 1994

Tome I

2 octobre 1990 – 31 décembre 1993

Vanadis Feuille
Pierre-Edouard Deldique

Octobre 2006

SOMMAIRE

Octobre	1990	p. 3
Novembre	1990	p. 51
Décembre	1990	p. 76
Janvier	1991	p. 84
Février	1991	p. 94
Mars	1991	p. 102
Avril	1991	p. 110
Mai	1991	p. 115
Juin	1991	p. 116
Août	1991	p. 119
Octobre	1991	p. 121
Novembre	1991	p. 125
Décembre	1991	p. 129
Janvier	1992	p. 131
Février	1992	p. 132
Mars	1992	p. 137
Avril	1992	p. 154
Mai	1992	p. 162
Juin	1992	p. 178
Juillet	1992	p. 186
Août	1992	p. 193
Septembre	1992	p. 201
Octobre	1992	p. 203
Novembre	1992	p. 208
Décembre	1992	p. 212
Janvier	1993	p. 215
Février	1993	p. 227
Mars	1993	p. 247
Avril	1993	p. 270
Mai	1993	p. 273
Juin	1993	p. 283
Juillet	1993	p. 290
Août	1993	p. 300
Septembre	1993	p. 305
Octobre	1993	p. 308
Novembre	1993	p. 311
Décembre	1993	p. 316

Mission d'étude sur le Rwanda

P = présentateur

T = titres du journal

- Journaux Afrique du 02 octobre 90 (1990 JAF 0275)

1/ Afrique soir (1990 JAF 0275 D)

P = Assane Diop

T = Invasion du nord-est du Rwanda par des rebelles venus d'Ouganda. Entre 5000 et 10000 hommes. Couvre-feu décrété.

Itw du secrétaire général rwandais à la Défense le colonel Risatira (D. de Courcelles) :

Annonce de l'invasion telle qu'annoncée dans les titres

Papier de Paul Fels :

Les réfugiés rwandais en Ouganda

« ...le gouvernement rwandais met en avant les difficultés économiques réelles et le surpeuplement réel aussi du Rwanda ... »

- Journaux Afrique du 03 octobre 90 (1990 JAF 0276)

2/ Afrique matin (1990 JAF 0276 A)

P = Kamel Djaider

T = violente offensive des forces rebelles d'Ouganda dirigées par Fred Rwigyema

Papier de D. de Courcelles :

Point sur la situation

« ...guère de précisions sur l'identité des rebelles à l'heure actuelle... »

Itw du secrétaire général rwandais à la Défense le Colonel Risatira (D. de Courcelles) :

Diffusée la veille

Papier de Paul Fels :

Les réfugiés rwandais en Ouganda

Diffusée la veille

3/ Afrique midi (1990 JAF 0276 C)

P = Philippe Leymarie

T = entre 1 000 et 10 000 hommes dirigés par l'ex n°2 de l'armée ougandaise

Itw du secrétaire général rwandais à la Défense le colonel Risatira (Assane Diop) :

Point sur la situation

« ...situation calme à Kigali...le couvre-feu est maintenu... »

Papier de Carmen Bader :

Portrait de Fred Rwigyema, le chef rebelle

Invité : José Kagabo, historien

« ...La date du déclenchement de l'offensive n'est pas une surprise... Le droit au retour des réfugiés est réclamé depuis 1978...quant à l'ampleur de l'opération, les infos sont contradictoires, entre 5 000 et 10 000 hommes... quant à la neutralité de l'Ouganda, on en saura plus dans les 48 h, c'est une question à ne pas occulter....quant à évaluer le rapport de force, je pense que ce n'est pas une opération suicide...il est possible que les rebelles bénéficient de soutien au sein de la population, car il y a un mécontentement au sein de la population...il y a déjà des arrestations de Tutsis...une cristallisation ethnique est possible...le cycle de violences qui en résulterait risquerait d'être incontrôlable...on ne sait pas où cela conduirait...une rumeur dit que l'armée rwandaise attendrait du renfort... »

4/ Afrique soir (1990 JAF 0276 C)

P = Assane Diop

T = demande d'aide du gouvernement rwandais à la France et à la Belgique à mettre au conditionnel. Les rebelles sont à 70 km de Kigali.

Itw du secrétaire général rwandais à la Défense le Colonel Risatira (Assane Diop) :

Point sur la situation

Déjà diffusée à midi

Témoignage de François Baroto, diplomate français à Kigali :

« ...Kigali est calme...mais sous surveillance militaire...la ville est quadrillée...le pouvoir en place est inquiet...la capitale est menacée... »

Papier de Carmen Bader :

Portrait de Fred Rwigyema, le chef rebelle

Déjà diffusée à midi

P : arrestation de civils Tutsis

- Journaux Afrique du 04 octobre 90 (1990 JAF 0277)

5/ Afrique matin (1990 JAF 0277 A)

P = Yves Rocle

T = Les combats continuent. Rebelles à 70 km de Kigali. Le Rwanda a demandé de l'aide à la Belgique. Une division belge serait en partance pour Kigali.

Corr. de Quentin Dickinson de Bruxelles :

« Une demande officielle d'assistance militaire a été faite à la Belgique...la 15^{ème} escadrille est en préparation...pas de réponse officielle de la Belgique pour l'instant... »

Corr. de Jean Hélène de Nairobi :

« ...la situation est difficilement maîtrisable par l'armée rwandaise. Les rebelles ne seraient qu'à 70 km de Kigali. On parle de vagues d'arrestations dans les milieux politiques et militaires de Kigali....la plupart des rebelles ont combattu dans l'armée rwandaise...les rebelles cherchent à renverser le régime d'Habyarimana, régime miné par des dissensions internes. »

Papier de Carmen Bader :

Portrait de Fred Rwigyema, le chef rebelle
Déjà diffusée

P : précisons que les rebelles ont démenti, selon leur porte-parole, vouloir attiser toute tension inter-ethnique. Il ne s'agit ni d'un problème entre Hutus et Tutsis, ni d'un problème de réfugiés, nous nous opposons à un système qui n'est pas démocratique, qui est corrompu et qui ne respecte pas les droits de l'homme, fin de citation.

6/ Afrique midi (1990 JAF 0277 C)

P = Annick Barret

T = Le Rwanda demande une aide militaire à la Belgique... Sur le terrain, les rebelles se rapprochent de Kigali. Ils seraient à 70 km de la capitale. Ils affirment ne pas vouloir rallumer les querelles interethniques entre Hutus et Tutsis.

Corr. de Quentin Dickinson de Bruxelles :

Déjà diffusé le matin +

Inquiétude dans la communauté belge à Kigali. Le MAE belge a été reçu à Paris par le min. français de la Coop. Jacques Pelletier. La France serait d'accord pour envoyer une aide militaire.

P : Les rebelles se rapprochent de Kigali. Ils disent avoir pris Gabiro et Gatsibo.

Pap. de Carmen Bader :

« ...Les 5 200 soldats de l'armée rwandaise semblent en difficulté. Fred Rwigyema dit avoir 7 000 hommes sous ses ordres et autant en réserve... Kigali déclare que les rangs des rebelles grossissent. L'ancien colonel rwandais hutu Alexis Kanyarengwe, réfugié en Tanzanie, se dit prêt avec d'autres exilés à rejoindre Fred Rwigyema. A Kampala, le FPR¹ a déclaré être à l'origine de l'offensive des rebelles pour, je le cite, « renverser la clique des corrompus au pouvoir à Kigali ».

P : Le secrétaire général à la Défense a démenti hier avoir procédé à des arrestations massives à Kigali.

7/ Afrique soir (1990 JAF 0277 D)

P = Jean Nyata

T = Front stabilisé à 70 km de Kigali. Selon les observateurs, les rebelles pratiqueraient des techniques de guérilla.

Corr. de Jean Hélène de Nairobi :

« ...Les FAR² disent avoir repoussé les rebelles... De source indépendante, le front est stabilisé près de Gabiro...Deux avions français et belges viennent d'arriver à Kigali...Les FAR ont bien du mal face aux rebelles. »

Itw de Daniel Bernard, porte-parole du Quai d'Orsay :

« ...la France a décidé d'envoyer 150 hommes pour assurer la sécurité des ressortissants français et la protection de l'ambassade...Il n'y a pas d'accord de défense avec le Rwanda mais des accords de coopération.. »

Pap. de Daniel Desesquelle :

Explication de la mission des 150 parachutistes français : sécurité des ressortissants et protection de l'ambassade mais pas d'intervention dans le conflit.

Corr. de Quentin Dickinson de Bruxelles :

« ...la Belgique a décidé d'envoyer 600 hommes au Rwanda... »

Témoignage de l'attaché de presse de l'ambassade du Rwanda à Paris :

« ...Les rebelles ont pour objectif d'évincer le régime en place mais ce qu'on oublie de dire ou ce qu'on ne dit pas assez c'est qu'ils veulent instaurer un régime minoritaire, un régime Tutsi, régime aboli par la révolution de 1959....la situation est dans les mains de l'armée rwandaise. »

Itw de l'ambassadeur du Rwanda au Burundi :

« ...Le Burundi est mis hors de cause dans la rébellion... »

¹ FPR : Front patriotique rwandais

² FAR : Forces armées rwandaises

P : Les 150 parachutistes français sont arrivés ce soir. Les 400 parachutistes belges devraient être sur place demain.

- Journaux Afrique du 05 octobre 90 (1990 JAF 0278)

7/ Afrique matin (1990 JAF 0278 A)

P= Yves Rocle

T = Combats à Kigali cette nuit

Corr. de Jean Hélène de Nairobi :

« ...le correspondant de l'AFP fait état de combats dans les rues de Kigali. Ce matin Kigali est truffé de barrages militaires... Les autorités rwandaises ont annoncé l'avance d'1 heure du couvre-feu...Le régime d'Habyarimana est aujourd'hui dangereusement menacé. Toute la question est de savoir si l'aide militaire française et belge en matériels et en hommes va lui permettre de reprendre le dessus face à des rebelles bien armés et bien entraînés. »

Pap. de Daniel Desesquelle :

Sur la mission des militaires français (déjà diffusé la veille) + « ...la France étudie actuellement dans le cadre de son accord de coopération avec le Rwanda l'envoi d'armements légers au profit de l'armée rwandaise. »

P : un avion belge et un avion français seraient arrivés hier soir à Kigali avec des armes et des munitions. Les autorités rwandaises se sont déclarées très heureuses de l'appui français et belge.

Itw du MAE rwandais Casimir Bizimungu (Monique Mas) :

«... Les rebelles de plus de 10 000 hommes viennent de quitter l'armée ougandaise...nous nous posons des questions face à l'attitude de l'Ouganda... »

P : les rebelles du FPN (Front patriotique national) ont déclaré que tout rentrerait dans l'ordre si le gouvernement acceptait de laisser rentrer les réfugiés au Rwanda. Mais le MAE rwandais leur a opposé une fin de non recevoir en disant que le pays est trop exiguë pour accueillir un million de Rwandais réfugiés à l'étranger. »

Alors cette question des réfugiés semble être au centre de ce conflit.

Ecoutez ce qu'en pense Madeleine Mukamabano. Elle est elle-même réfugiée en France.

Madeleine Mukamabano :

« Je crois que c'est un geste de désespoir. Les gens sont là depuis bientôt trente ans. La plupart de ceux que vous appelez rebelles sont nés en Ouganda ou sont arrivés à l'âge de 3 ans comme Fred Rwigyema, qui est le chef de file de ce mouvement de retour au pays...ils se sont considérés comme des réfugiés oubliés parce qu'on a peu

parlé d'eux. Le problème, c'est que ces gens-là ont espéré qu'ils deviendraient des citoyens à part entière dans les pays où ils étaient. Je crois que ce raz-le-bol des gens qui n'appartiennent à rien a fait qu'ils ont fait ce retour en force. »

P : de source diplomatique jointe à Kigali il y a quelques minutes, la tendance serait plutôt à l'accalmie depuis l'aube.

8/ Afrique midi (1990 JAF 0278 B)

Pap. d'Yves Rocle :

Situation à Kigali

« ...les militaires belges devraient arriver ce matin. Un deuxième régiment de 150 parachutistes français devrait arriver cet après-midi. Seules l'Allemagne et la Corée du sud ont annoncé leur intention d'évacuer leurs ressortissants. »

Itw de Gérard Bardin à Kigali, journaliste français à la Nouvelle République (Monique Mas) :

« Dans le centre de la ville, on voyait ce matin des cadavres sur les trottoirs. Ce sont les cadavres à la fois de militaires rwandais et d'assaillants puisque le couvre-feu est instauré et qu'il n'y avait pas de civils dans la rue cette nuit...l'armée rwandaise avait l'air de faire face à la situation hier...l'armée rwandaise agit seule pour l'instant...mais elle a reçu un coup de main de la France ce matin. Le 2^{ème} MREP les aide pour sécuriser l'aéroport...quant à la situation à Kigali, il n'y a plus d'électricité et la ville est déserte. Tout le monde est bloqué chez soi... »

Itw du porte-parole du MAE français (Jean-Frédéric Saumont) :

« ...pas d'ordre d'évacuation, pas de départ forcé pour l'instant...il pourrait y avoir des départs prochainement, c'est ce que nous étudions... »

9/ Afrique soir (1990 JAF 0278 C)

P = Jean Diatta

T = calme revenu après les attaques de la nuit précédente.

Les militaires français et belges sont arrivés. Les premières évacuations ont eu lieu.

Déclaration du président rwandais Juvenal Habyarimana (adresse à la Nation) :

« Plusieurs milliers d'assaillants enfuis de l'armée ougandaise...ont attaqué notre pays...la tactique de l'agresseur...a été de se dissiper pour s'infiltrer dans le pays, soit pour échapper au sort inévitable qui l'attend, soit pour essayer de jeter le trouble et le désarroi dans l'esprit de la population...Ces maquisards habillés de nouveau en civils tentent de s'infiltrer dans la population de la capitale...Ces aventuriers qui font le plus grand tort à la cause de nos réfugiés...le pire est passé mais les combats continuent. Je suis confiant que grâce à la collaboration active de la population nous

aurons pu démasquer tous les éléments ennemis infiltrés ces derniers temps dans notre pays. »

P : Plus de nouvelles du côté de la frontière ougandaise

Itw de Gérard Bardin à Kigali, journaliste français à la Nouvelle République (Monique Mas) :

Déjà diffusée à midi

P : 300 militaires français, 400 belges et 500 zairois sont sur place.

Itw d'Arnaud de la Valette, chargé d'affaires de l'ambassade de France à Bujumbura :

« ...les premières évacuations françaises de Kigali ont eu lieu.... »

P : Les ambassadeurs en place dans la région se posent des questions sur le rôle de l'Ouganda.

- Journaux Afrique du 06 octobre 90 (1990 JAF 0279)

10/ Afrique matin (1990 JAF 0279 A)

P = Yves Rocle

T = nuit calme à Kigali mais reprise des combats dans le nord-est.

Pap. de Muriel Pomponne :

« Les combats ont repris près de la frontière ougandaise selon des sources diplomatiques. Il y a deux fronts : le premier au nord avec les rebelles venus d'Ouganda, le deuxième à Kigali où les rebelles semblent être là depuis plusieurs jours. Le calme vient du fait que les rebelles se sont rhabillés en civil et fondus dans la population. Bien sûr à tout moment, ils peuvent reprendre les armes. »

Déclaration du président rwandais Juvenal Habyarimana (adresse à la Nation) :

Extrait du discours déjà diffusée la veille au soir : fin du discours concernant l'appel à la délation.

Itw de Georges Marc, ambassadeur de France au Rwanda (au micro de nos confrères de France Info) :

« Le téléphone et l'électricité marchent, la radio rwandaise émet. On attend. La population française peut être rassurée. Pas d'évacuation systématique pour l'instant. »

P : la situation est calme à Kigali. Les combats ont repris dans le nord, combats que des sources diplomatiques qualifient de « particulièrement rudes ».

11/ Afrique midi (1990 JAF 0279 B)

P = Muriel Pomponne

T = retour au calme à Kigali. 130 étrangers ont été rapatriés hier soir sur Paris. Le Zaïre a envoyé 500 hommes plus 500 autres qui vont les rejoindre.

Corr. de Jean Hélène de Kigali :

« la situation est calme à Kigali. Ce matin, on peut circuler avec un sauf-conduit... plus beaucoup de candidats étrangers au départ... les ratissages ont commencé pour découvrir les rebelles cachés dans la population... les FAR ont affirmé avoir détruit le QG des rebelles près de la frontière ougandaise mais on ignore toujours si leur chef a été tué. »

P : Le président zaïrois Mobutu a répondu à la demande du président rwandais. Ces troupes, au contraire des belges et des françaises, viennent soutenir l'action de l'armée rwandaise.

Itw de Pasteur Bizimungu à Kampala, membre du bureau exécutif du FPN (Yves Rocle) :

« J'ai adhéré au mouvement depuis 1986 comme beaucoup de Tutsis et de Hutus de façon clandestine. J'ai choisi l'exil il y a trois semaines. En 1989, directeur d'une société d'Etat depuis 86, j'ai été obligé d'appliquer une politique que je réprouvais totalement, une politique de ségrégation ethnique, de ségrégation régionale. Le Front Patriotique n'est pas un mouvement tutsi comme on tend à la représenter puisque moi-même je suis Hutu. Sur le terrain des combats, Tutsis et Hutus sont côte à côte... les rebelles viennent d'Ouganda, du Zaïre, de la Tanzanie, de l'intérieur et même d'Europe... on dispose de 7 000 soldats. Les armes viennent des différents mouvements internationaux auxquels nous nous sommes adressés. Le reste, nous nous sommes arrangés pour les acheter dans tel ou tel pays. »

P : le FPN demande le retrait des troupes françaises et belges estimant qu'il s'agit d'une affaire purement rwandaise. On se pose toujours beaucoup de questions sur l'aide apportée par l'Ouganda...

Corr. de Jean Hélène de Nairobi :

« De sources officielles à Kampala, on dit avoir fermé la frontière et qualifié de déserteurs les rebelles. Un diplomate rwandais a souligné l'étrange passivité de Kampala dans cette affaire. L'Ouganda héberge quelque 200 000 réfugiés rwandais, la plupart Tutsis ayant fui les massacres inter-ethniques de 1959. Même s'ils sont bien intégrés, il subsiste chez les Ougandais de souche un vif ressentiment à l'encontre de ces immigrés du Rwanda... »

12/ Afrique soir (1990 JAF 0279 C)

P = Jean Diatta

T = calme maintenu depuis 36 h à Kigali. Les combats continuent au nord-est, les évacuations aussi. On apprend aujourd'hui qu'un village frontalier a été évacué par les autorités ougandaises avant le 1^{er} octobre, ce qui laisse à penser que les autorités étaient au courant des projets des rebelles.

Corr. de Jean Hélène de Kigali :

Déjà diffusée à midi

Itw de Pasteur Bizimungu à Kampala, membre du bureau exécutif du FPN (Yves Rocle) :

Déjà diffusée à midi

Itw de Jacques Pelletier, ministre française de la Coopération :

« Le président de la République a décidé avec les autorités gouvernementales d'envoyer deux compagnies de parachutistes pour garder notre ambassade, pour procéder à l'évacuation de nos compatriotes, si jamais cela devait se faire. »

Journaux Afrique du 07 octobre 90 (1990 JAF 0280)

13/ Afrique matin (1990 JAF 0280 A)

P = Nicolas Baliq

T = Calme à Kigali. Combats au nord-est. Poursuite des évacuations d'étrangers.

P : Les rebelles ont fait savoir hier à la télévision belge qu'ils regroupaient 7000 hommes des 2 ethnies tutsie et hutue.

Selon une source de l'agence Reuter, ils ont déclaré avoir été attaqué par des hélicoptères pilotés par des Blancs. Une information à prendre bien sûr avec la plus grande prudence.

Corr. de Jean Hélène de Kigali :

« Une ville calme oui, mais étrangement calme...des feux de circulation qui ne clignotent pour personne...bref un silence inquiétant sur la ville...De temps à autre, le passage d'un cabriolet avec à son bord des civils et deux soldats armes aux poings pour les surveiller. Les arrestations se poursuivent à Kigali...Les parachutistes interrogés ici et là ne peuvent jurer qu'il ne se passera rien dans les heures qui viennent. »

14/ Afrique midi (1990 JAF 0280 C)

P = Muriel Pomponne

T = situation incertaine à Kigali

Corr. de Jean Hélène de Kigali :

« Situation mouvante, militaires nerveux aux carrefours, les opérations de ratissage se poursuivent et seraient particulièrement musclées dans le quartier populaire de Nyamirando. La radio nationale appelait ce matin à participer aux opérations de recherche et à dénoncer les suspects. Le MRND³ est mobilisé à tous les échelons pour démasquer les ennemis, fin de citation. Les arrestations ne se feraient pas seulement sur une base ethnique parmi les Tutsis car l'opposition au régime était assez active parmi les Hutus du sud. Et sur le plan politique, les partisans de réformes se retrouveraient dans les deux communautés. Dans le nord, l'incertitude subsiste... »

Témoignage d'un Burundais qui souhaite quitter Kigali (propos recueillis par la radio du Burundi).

- Journaux Afrique du 08 octobre 90 (1990 JAF 0281)

15/ Afrique matin (1990 JAF 0281 B)

P = Kamel Djaidier

T = Calme relatif à Kigali. Les forces gouvernementales poursuivent leurs ratissages. Une centaine de personnes soupçonnées de sympathie avec les rebelles ont été arrêtées.

Corr. de Jean Hélène de Kigali :

« Les gens de Kigali consignés depuis trois jours commencent à manquer de nourriture...mais le couvre-feu est toujours en vigueur ainsi que l'interdiction de circuler sans sauf conduit...profil bas ces derniers jours pour le gouvernement rwandais. Le seul communiqué officiel diffusé à la radio appelle les citoyens à collaborer avec la police pour démasquer les ennemis...le chef de la sécurité militaire a été limogé... il est très possible selon les observateurs qu'à l'occasion des opérations de ratissage, le gouvernement n'en profite pour arrêter toute sorte d'opposants et pas seulement des partisans des rebelles infiltrés dans la capitale. »

P : Conférence de presse du président Museveni à Bruxelles hier au siège de la CEE. Museveni dément toute participation.

³ MRND : Mouvement républicain national pour la démocratie et le développement

Corr. de Quentin Dickinson de Bruxelles :

« ...le président ougandais a dit « nous avons de vagues indications mais si on l'avait su, nous aurions mis le holà sans tarder...la frontière est verrouillée ». Président de l'OUA, il condamne l'intervention des forces étrangères dans un conflit inter-africain. Il ajoute qu'il a reçu des assurances quant à la stricte mission des forces belges et françaises. Il est normal que le Zaïre intervienne car il est lié au Rwanda par un traité. Il donne son approbation aux Occidentaux quant à la fourniture de munitions aux autorités légales du Rwanda...il révèle qu'au cours d'une rencontre à Kampala, lui et Mobutu ont mis en garde le président rwandais à qui ils reprochent de ne pas organiser le retour des réfugiés rwandais. L'Ouganda ne peut pas perpétuellement jouer au gardien de prison. »

16/ Afrique midi (1990 JAF 0281 C)

P= Philippe Leymarie

T = Assouplissement des mesures de déplacement à Kigali. Poursuite des opérations de ratissage.

Corr. de Jean Hélène de Kigali :

Diffusée le matin

P : le président rwandais est en consultation aujourd'hui à Kinshasa. On s'interroge toujours sur le rôle de l'Ouganda.

Corr. de Quentin Dickinson de Bruxelles :

Diffusée le matin

17/ Afrique soir (1990 JAF 0281 D)

P = Assane Diop

T = Le MAE rwandais a démenti l'instauration d'un état de siège. Les rebelles dénoncent l'envoi de contingents belge, français et zaïrois. Des réfugiés commencent à affluer au Burundi.

Itw de Casimir Bizimungu, MAE rwandais (Monique Mas) :

« Le calme est revenu dans le pays...les maquisards sont encore dans le nord-est du pays...on a procédé à des arrestations, à peu près 500 personnes. On a arrêté les gens qui nous sont présentés par la population...certains sont en prison et d'autres sont coupés à l'intérieur du stade ici à Kigali. Les gens qui vont être innocentés, on va les laisser partir. Les autres seront jugés selon leurs droits. »

Itw de Pasteur Bizimungu, porte-parole du FPR (D. de Courcelles) :

« Les troupes françaises et belges sont soi-disant envoyées pour protéger leurs ressortissants. Je tiens à rappeler que nous n'avons pas l'intention de porter atteinte

ni aux biens des étrangers, ni à ceux des Rwandais...s'ils veulent combattre comme nous le croyons sur le terrain, nous allons nous battre avec eux. »

P : la Belgique vient de manifester sa préoccupation concernant le respect des droits de l'homme au Rwanda. Bruxelles évoque les actes de maintien de l'ordre des autorités rwandaises. On constate la présence de 200 réfugiés au Burundi.

Itw d'Ignace Berao, qui s'occupe de l'accueil des réfugiés rwandais à Bujumbura (D. de Courcelles) :

«Ce qui se passe, ce n'est pas une question Tutsi/Hutu mais c'est une question nationale. Ce n'est pas des Tutsis venus d'Ouganda qui sont contre les Hutus, loin de là, mais parmi ces réfugiés, il y a des Hutus et des Tutsis...c'est le régime qui est en cause, ce n'est pas un groupe social ou une ethnie. Parmi les combattants, il y a des Hutus et des Tutsis. La lutte est engagée pour régler les problèmes qui ne vont pas au Rwanda. »

- Journaux Afrique du 09 octobre 90 (1990 JAF 0282)

18/ Afrique matin (1990 JAF 0282 A)

P = Kamel Djaidier

T = situation extrêmement tendue. Couvre-feu toujours en vigueur. Selon des témoins ougandais, les rebelles auraient abattu un avion de l'armée rwandaise. Les Zaïrois combattent aux côtés des forces gouvernementales.

Corr. de Jean Hélène de Kigali :

« ... les arrestations se poursuivent. Les gens seraient amenés au stade régional de Nyamiranbo. Les journalistes belges ont dénombré 1 500 hommes et une cinquantaine de femmes et d'enfants...il semble qu'ils attendent des commissions spéciales qui décident de leur sort, incarcération ou libération. La radio appelle la population à la vigilance... Quand vient la violence, avertit le communiqué, le triomphe de la majorité est inévitable...la position officielle du gouvernement est de répéter que le problème des réfugiés rwandais peut être réglé par la négociation. »

P : la France a demandé à ses 350 ressortissants encore sur place de partir.

Itw de Pasteur Bizimungu, porte-parole du FPR (D. de Courcelles) :

Diffusée la veille au soir

19/ Afrique midi (1990 JAF 0282 C)

P = Philippe Leymarie

T = les Zaïrois ont affronté directement les rebelles. Presque retour à la normale à Kigali.

Corr. de Jean Hélène de Kigali :

Diffusée le matin

P : selon le MAE burundais, les combats auraient déjà fait 230 morts, dont 200 dans les rangs des rebelles. Les 500 Zaïrois de la garde présidentielle auraient repoussé les rebelles.

Itw de Pasteur Bizimungu, porte-parole du FPR (D. de Courcelles) :

Diffusée la veille au soir et le matin même

P : Museveni a mis en garde les Français et les Belges contre une éventuelle ingérence politique sur le continent africain.

20/ Afrique soir (1990 JAF 0282 D)

P = Assane Diop

T = l'armée rwandaise a repris la ville de Gabiro. La Belgique se dit embarrassée par la présence de ses militaires. On craint qu'ils ne soient utilisés à des fins de répression. Du côté de la France, on justifie l'envoi de 300 militaires pour la protection des ressortissants français et de leurs biens.

P : L'état de siège a bien été instauré contrairement à ce qu'affirmait hier sur RFI le MAE rwandais. Cette mesure a été décrétée ce lundi.

Corr. de Jean Hélène de Kigali :

« Les combats se poursuivent dans le nord-est et apparemment en faveur des FAR. Avec l'aide des troupes zaïroises, elles ont repris le camp militaire de Gabiro....les Français de Ruhengeri ont été ramenés vers Kigali par mesure de précaution...on n'a pas jugé utile de faire revenir les étrangers de Butare vers la capitale. A Kigali la vie reprend ses droits... et commence le temps des questions. Les habitants qui ont vécu les folles fusillades de la nuit du 4 au 5 octobre cherchent vainement les traces des combats... on commence à parler de mises en scène, à imaginer que les autorités auraient fait croire à une grave menace rebelle pour justifier ensuite une opération de répression de grande envergure. Bref, beaucoup de questions auxquelles le gouvernement n'a pas encore apporté de réponse. »

Corr. de Quentin Dickinson de Bruxelles :

« Le MAE belge a convoqué l'ambassadeur rwandais pour lui faire part de ses inquiétudes... Les troupes belges ne peuvent servir à la répression. Il s'est interrogé sur les méthodes des forces zaïroises... L'ambassadeur belge à Kigali a fait savoir au MAE rwandais qu'il souhaitait connaître le nombre d'arrestations, les procédures judiciaires envisagées et dans quelles conditions les prévenus pouvaient recevoir la visite de leurs proches... Le quotidien « Le Soir de Bruxelles » stigmatise ce qu'il appelle « la répartition des tâches entre militaires. Qu'on se rassure, nos paras auront les mains propres, d'autres feront le sale travail. » Autre opinion celle des institutions missionnaires qui considèrent au contraire que les parachutistes, par leur présence, limitent les atteintes aux droits de l'homme. »

Itw de Daniel Bernard, porte-parole du MAE français (D. de Courcelles) :

« Les circonstances sont préoccupantes... prudence pour les ressortissants français même si une détérioration grave de la situation n'est qu'une hypothèse de travail. (Q. de D. de C. : quel est le rôle exact des 250 parachutistes et légionnaires envoyés au Rwanda ?)

Ils sont 300 avec pour mission exclusive de protéger nos ressortissants et notre ambassade.

(Q. de D. de C. : ils ne participent pas au combat ?)

Non, ils ne sont pas là pour faire cela. »

- Journaux Afrique du 10 octobre 90 (1990 JAF 0283)

21/ Afrique matin (1990 JAF 0283 B)

P = Kamel Djaider

T = les forces gouvernementales ont repris la ville de Gabiro. Retour à la normale à Kigali, pourtant soumise à l'état de siège.

Corr. de Jean Hélène de Kigali :

Déjà diffusée la veille au soir

P : Embarras de la Belgique en raison de la présence du contingent belge. Bruxelles ne souhaite pas donner l'impression de soutenir la répression qui est en cours là-bas. Les rebelles affirment que les forces de l'ordre ont procédé à des centaines d'arrestations et même exécuté plusieurs opposants.

Corr. de Quentin Dickinson de Bruxelles :

Déjà diffusée la veille au soir

Itw de Daniel Bernard, porte-parole du MAE français (D. de Courcelles) :

Déjà diffusée la veille au soir

P : le département d'Etat américain a approuvé l'envoi à Kigali de 300 légionnaires par la France et de 500 parachutistes belges...les Etats-Unis soutiennent les actions humanitaires menées par la France et la Belgique...

22/ Afrique midi (1990 JAF 0283 C)

P = Philippe Leymarie

T = L'armée a repoussé les rebelles au nord-est. Les premiers réfugiés arrivés en Ouganda parlent de véritables massacres. A Kigali, le stade de Nyamiranbo a été vidé de ses suspects mais les ratissages se poursuivent.

P : la guerre civile au Rwanda...de l'autre côté de la frontière en Ouganda...les témoignages font état de massacres d'un millier de civils par l'armée rwandaise lors de la contre-attaque lancée lundi dernier. Selon ces réfugiés, les massacres auraient eu lieu dans une dizaine de communes. En fait il est très difficile de retenir tel ou tel chiffre, plusieurs de ces témoins affirment avoir vu beaucoup de cadavres. Pour l'instant à Kigali les interpellations de suspects se poursuivent sous le régime de l'état d'urgence instauré il y a quelques jours.

Corr. de Jean Hélène de Kigali :

« Nyamiranbo, le quartier populaire de Kigali a repris son visage de tous les jours...les ratissages ont diminué en intensité mais les arrestations continuent souvent par dénonciation sur un simple coup de téléphone. Les cellules du parti ont reçu comme consigne de signaler tous les étrangers du quartier, c'est-à-dire tous les inconnus. Dans la cour de la brigade de Nyamiranbo, une soixantaine de civils sous bonne garde, des suspects. Selon Amédé, un garde, ils attendent l'arrivée de la commission qui doit décider de leur sort... »

« le stade régional de Nyamiranbo est désert...selon les voisins, il a été vidé lundi soir. Le matin même, des témoins y avaient vus près de 1 500 hommes et une cinquantaine de femmes et d'enfants. D'après certains, il a été vidé pour des problèmes d'intendance, parce qu'il n'y avait ni à boire, ni à manger. Beaucoup de ces gens-là ont été renvoyés chez eux dans leur préfecture d'origine. En ces jours un peu troubles au Rwanda, il vaut mieux rester dans sa ville. Pour les autres, on ne sait pas. Ils sont sans doute incarcérés dans la prison de Kigali, devant laquelle plus de 200 femmes attendent des nouvelles d'un parent.»

P : une partie de ces opérations de maintien de l'ordre et de répression se déroulent bien sûr sous les yeux des soldats étrangers, notamment français et belges. Le colonel Guy Bodart, chef de la mission de coopération belge au Rwanda, note à ce propos que les soldats belges n'ont pas à se mêler politiquement de la manière dont les Rwandais mènent leur guerre à eux, fin de citation.

Du côté français, le porte-parole du quai d'Orsay a demandé encore hier instamment aux Français de quitter le Rwanda, l'hypothèse d'une nouvelle détérioration de la

situation étant envisagée. Le général Schmidt, le chef d'état major des armées françaises, qui était notre invité ce matin sur RFI, a été plus rassurant à la fois sur le sort des Européens et sur le rôle de ses hommes à lui puisqu'il y a également un contingent militaire français de 300 hommes au Rwanda.

Itw du général Schmidt, chef d'état major des armées françaises (Daniel Desesquelle) :

« Nous sommes allés là-bas pour préserver la vie de nos compatriotes, si elle était menacée. Elle ne l'est pas pour le moment d'après les renseignements que j'avais ce matin. Mais nous les avons regroupés et ceux qui voulaient partir, c'est-à-dire 50% d'entre eux sont partis. Je pense que c'est un devoir des forces françaises de se préoccuper justement d'assurer la sécurité de nos compatriotes quand elle est menacée.

(Q de D.D. : les parachutistes français vont rester un certain temps ?)

Ecoutez, l'avenir est la chose la plus difficile à prévoir.

(Q de D.D. : Est-ce que la France n'est pas un peu à la limite de sa capacité de projection, comme on dit, 12 000 hommes dans la zone du Golfe, quelques centaines au Rwanda et puis le front du Tchad... ?)

Nous avons plutôt montré notre potentiel plus que les limites de notre capacité. Nous avons des soldats très bien entraînés, remarquablement disponibles. Nous faisons beaucoup au jour d'aujourd'hui... »

23/ Afrique soir (1990 JAF 0283 D)

P = Assane Diop

T = Le chef de l'Etat rwandais a donné aujourd'hui une conférence de presse

P : Une des manières de réagir du gouvernement rwandais est de procéder à des arrestations. L'opposition parle de plusieurs milliers d'arrestations.

Corr. de Jean Hélène de Kigali :

« Très à l'aise devant 70 journalistes, dont plus de la moitié de la presse étrangère, le président rwandais a répondu à un feu roulant de questions pendant près de deux heures. Questions sur la situation au front, les arrestations en masse et la force des rebelles. Le président a cité le chiffre de 3 000 arrestations en précisant qu'il s'agit de suspects qui sont actuellement triés...sur l'importance des rebelles, il reprend les chiffres officiels de 10 000 hommes en précisant que cela correspond au nombre exact de réfugiés rwandais qui ont déserté l'armée ougandaise. Il a enfin démenti les informations selon lesquelles l'armée rwandaise aurait massacré un million (! il doit vouloir dire un millier) de civils dans la région des combats, la région du Mutara. Piqué au vif, il a invité les journalistes à aller voir sur place que ces rumeurs n'avaient aucun fondement. »

« Le président Habyarimana a reconnu que les troupes zaïroises se battaient aux côtés des forces rwandaises sur le front du nord... maintenant, de source

indépendante, Gabiro aurait été de nouveau investi par les rebelles dans la journée de mercredi. Ce qui est sûr c'est que la situation est confuse...l'état-major ne va tarder à lancer une nouvelle offensive avec des renforts sans doute. 50 soldats zaïrois supplémentaires viennent d'arriver au Rwanda. »

P : Plusieurs centaines de personnes soupçonnées de rébellion arrêtées au Rwanda. Il y aurait quelque 1500 personnes détenues. Les autorités rwandaises organisent des fouilles maison par maison à Kigali. Côté rebelles, on affirme que le nombre d'arrestations est au-delà du chiffre reconnu par les autorités.

Itw de Casimir Bizimungu, Ministre des Affaires étrangères rwandais (D. de Courcelles) :

«...les personnes interpellées ont été maintenant placées dans des prisons, à part les personnes innocentes qui ont regagné leur domicile.

(Q. de D de C. : combien de personnes ont été arrêtées ?)

3 000 personnes environ et cela inclut les personnes qui ont été arrêtées pour non respect du couvre-feu, les gens sans papier d'identité. Nous pensons que la grande partie de ce chiffre-là comprend plutôt des personnes qui ont été interpellées pour des raisons bénignes.

(Q. de D de C. : des témoignages de réfugiés font état de très nombreuses arrestations et aussi de nombreuses personnes qui ont été tuées. On parle aussi d'enfants et de femmes qui ont été tués ?)

Les cas de morts qui ont eu lieu sont des cas où les forces de l'ordre ont été assaillies par des coups de feu de la part de personnes qui se trouvaient à l'intérieur ou devant les maisons. Ce qui a guidé les arrestations, ce n'est pas l'appartenance ethnique, plutôt le fait que chaque fois qu'il y avait suspicion ou preuve qu'une personne était soit maquisard, soit complice de maquisard, on allait perquisitionner ou chercher l'individu.

(Q. de D de C. : est-ce que c'est vrai qu'on a demandé à la population de participer à la délation ou aux arrestations ?)

On a demandé à la population de servir d'indicateurs. »

P : Le président ougandais, président en exercice de l'OUA, propose l'organisation d'une conférence régionale pour régler le conflit rwandais. Par ailleurs, il dément avoir été au courant des projets d'invasion des opposants rwandais.

La présence des forces françaises au Rwanda continue de nourrir un débat, une polémique : fallait-il oui ou non envoyer un corps expéditionnaire ?

Itw du général Schmidt, chef d'état major des armées françaises (Daniel Desesquelle) :

Déjà diffusée à midi

- Journaux Afrique du 11 octobre 90 (1990 JAF 0284)

24/ Afrique matin (1990 JAF 0284 B)

P = Kamel Djaidar

T = Conférence de presse hier à Kigali du président rwandais Juvénal Habyarimana.

Corr. de Jean Hélène de Kigali :

Déjà diffusée la veille au soir

P : Le président ougandais, président en exercice de l'OUA, propose l'organisation d'une conférence régionale pour régler le conflit rwandais. Par ailleurs, il dément avoir été au courant des projets d'invasion des opposants rwandais. Rebelles qui pourtant étaient venus d'Ouganda pour pénétrer dans le nord-est Rwanda.

25/ Afrique midi (1990 JAF 0284 C)

P = Philippe Leymarie

T = Le président rwandais s'explique sur les rafles et regroupements de suspects. Il y en a eu plus de 3 000 reconnaît-il. Il dément le massacre de civils et il s'en prend au rôle de l'Ouganda. De son côté Yoweri Museveni affirme que le Rwanda n'est pas en mesure de battre les rebelles et propose une conférence régionale pour régler le conflit. Enfin le gouvernement belge refuse une aide militaire supplémentaire au Rwanda.

Extrait de la conférence de presse de Juvénal Habyarimana à Kigali :

« nous avons été attaqué et les assaillants, après leurs opérations d'attaque, se sont faufiletés dans la population... nous avons décidé d'opérer une rafle tout autour de Kigali... nous avons attrapé ce que nous croyons être des assaillants mais d'autres ont été ramassés. On ne pouvait pas demander aux militaires sur le terrain de distinguer... leur travail était de ramasser tous les éléments suspects, de les rassembler et d'effectuer un triage. C'est ce que nous avons fait et cela a impressionné les gens. Mais je me demande s'il faut se laisser attaquer ou bien s'il faut prendre des précautions... nous les avons rassemblés non pour les tuer mais pour les trier. C'est vrai qu'ils ont passé deux jours sans eau ni nourriture mais ce sont des choses qui arrivent. Dans d'autres circonstances, sous d'autres cieux, on aurait peut-être donné l'ordre de tirer indistinctement. Je n'ai pas donné cet ordre-là. Donner un tel ordre, j'en suis incapable. J'ai mes principes mais nous avons fait une opération de rafle, de ratissage et de triage. Maintenant ils sont éparpillés dans des prisons. On m'a dit que les prisons étant étroites, ils souffrent, je comprends mais je ne peux pas faire autrement. »

« Ce qui nous ont attaqué, le président Museveni l'a affirmé lui-même, sont des réfugiés rwandais qui sont membres de la NRA⁴, c'est l'armée de libération

⁴ NRA : Armée nationale de résistance

ougandaise. C'est donc des éléments qui ont combattu avec lui et qui sont formés à l'art de la guérilla. Mais parmi les assaillants que nous avons trouvé, il n'y a pas que des réfugiés rwandais. Nous avons aussi trouvé des soldats typiquement ougandais, qui ne connaissent pas notre langue et dont la physionomie ne ressemble pas du tout à la physionomie rwandaise. Les réfugiés ont fait eux mêmes des recrutements. C'est pour cela que nous trouvons ces étrangers et spécialement des Ougandais. Ce n'est pas étonnant qu'ils emploient la même tactique que le président Museveni a employée puisque ce sont eux qu'il a recrutés et qui se sont échappés de son armée, selon ses dires. »

P : Pour le président rwandais, la présence militaire française et belge n'a pas eu pour effet de renforcer l'armée rwandaise. Il souhaitait la livraison de matériels et notamment de la Belgique mais le Premier ministre belge a décidé ce matin de ne pas envoyer de troupes supplémentaires au Rwanda ni d'aide militaire nouvelle.

Corr. de Jean Hélène de Kigali :

« Officiellement, les diplomates n'arrêtent pas de le répéter, les paras français et belges sont là pour protéger les ressortissants et les ambassades et se tiennent prêts pour une évacuation éventuelle... Ils entourent les ambassades, l'aéroport et la route menant à l'aéroport. Paris et Bruxelles ont refusé d'intervenir militairement dans les combats, comme le demandait Juvénal Habyarimana. Mais des patrouilles de soldats étrangers sillonnent la capitale. C'est une manière d'appuyer les forces rwandaises que l'opposition dénonce, estimant que la France et la Belgique soutiennent un régime corrompu, qui se livre actuellement à une répression de grande envergure. Mais il y a des religieux ici qui espèrent encore un apaisement et ceux-là pensent que la présence militaire empêchera une répression meurtrière. Paris et Bruxelles, déjà sur la sellette, ne souhaitent en aucun cas être accusés d'avoir cautionner des exécutions sommaires en série. »

P : des réfugiés rwandais commencent à arriver au Burundi, une centaine pour l'instant.

26/ Afrique soir (1990 JAF 0284 D)

P = Assane Diop

T = Dne violents combats se poursuivent dans le nord-est du Rwanda. Plusieurs milliers de personnes ont été arrêtées. A Kigali, c'est le grand jeu de la délation.

P : Le camp de Gabiro, dans le nord-est, aurait été repris par les maquisards lors de violents combats.

Corr. de Jean Hélène de Kigali :

« Les soldats sont entrés chez lui très poliment. Ils lui ont demandé de les suivre, ainsi que sa femme, pour vérification... mais depuis cinq jours, on est sans nouvelle d'eux. »

Quelqu'un l'aurait aperçu sévèrement battu dans la cour de la prison de Muima (?) à Kigali. Sa femme est Tutsi, lui Hutu, un haut responsable de la banque nationale...on ne peut même pas dire qu'on a trouvé des armes chez eux parce qu'on n'a même pas fouillé la maison. Ils sont persuadés qu'on les a dénoncés par jalousie ou bien parce que elle est Tutsi. Et il en est ainsi pour des centaines de personnes aujourd'hui au Rwanda, interpellées sur simple dénonciation d'un voisin mal intentionné. Le temps de la suspicion est revenu, dit un curé de Kigali. Nous faisons un pas en arrière. »

P : Le président rwandais dément que des civils aient été exécutés.

Extrait de la conférence de presse de Juvénal Habyarimana à Kigali :

Déjà diffusée à midi

P : une mission de la fédération internationale des droits de l'homme s'est rendue hier au Rwanda. But de cette mission : s'informer sur le respect des droits de l'homme et enquêter sur d'éventuels massacres. De son côté, l'organisation africaine des droits de l'homme, RADHO, condamne ce qu'elle qualifie de « répression aveugle » qui s'abat sur la population rwandaise. Quant au Parlement européen, il se déclare hostile à toute ingérence belligérante étrangère au Rwanda. Une solution doit être trouvée par les Africains eux-mêmes, notamment dans le cadre de l'OUA.

- Journaux Afrique du 12 octobre 90 (1990 JAF 0285)

27/ Afrique matin (1990 JAF 0285 A)

P = Nicolas Baliq

T = Le gouvernement dément formellement les massacres qui auraient eu lieu dans le nord-est du pays. Kigali affirme au contraire avoir tué entre 300 et 500 rebelles. Des informations incomplètes circulent. D'une part, les rebelles prétendent avoir tué 57 soldats zaïrois. De l'autre, on affirmait qu'une attaque contre le camp de Gabiro était imminente.

Corr. de Jean Hélène de Kigali :

« Après le président, c'est le MAE rwandais Casimir Bizimungu qui démentait hier le massacre d'un millier de civils par l'armée rwandaise...des massacres qui auraient été confirmés par un paysan, interrogé par l'agence Reuter près de la frontière ougandaise. M. Bizimungu a révélé que 300 à 500 rebelles avaient été tués dans la région du Mutara, précisant que ces rebelles étaient habillés en civils. Le ministre a également ajouté que les rebelles pouvaient se rendre sans problème du front à Kampala. On assiste depuis quelques jours à Kigali à une mise en cause de plus en plus précise du rôle de l'Ouganda dans ce conflit. »

P : Signalons également que la Croix rouge internationale a été autorisée à se rendre auprès des prisonniers arrêtés ces derniers jours à Kigali et ce à partir de lundi.

28/ Afrique midi (1990 JAF 0285 C)

P = Annick Barret

T = Toujours des combats au nord-est autour de Gabiro. Selon des informations en provenance de Kigali, le camp de Gabiro aurait été repris ce matin par les forces gouvernementales. Aujourd'hui, le président rwandais serait au Zaïre pour des entretiens avec le président Mobutu.

Corr. de Jean Hélène de Kigali :

« Devant la prison de Kigali, depuis une semaine, c'est le même spectacle. 100 ou 200 personnes attendent du matin au soir les yeux fixés sur la cour de la prison. Ils espèrent apercevoir leur mari, leur frère ou leur femme dont ils sont sans nouvelle... dans la cour de la brigade voisine, les personnes interpellées font la queue pour donner leur identité. Il y a parmi eux beaucoup de sans papier. Ils attendent, je cite, l'arrivée de la commission de triage... »

P : le gouvernement rwandais aurait autorisé une délégation composée du nonce apostolique, d'un représentant du CICR et des ambassadeurs du Burundi et de RFA à rendre visite aux prisonniers.

29/ Afrique soir (1990 JAF 0285 D)

P = Jean Diatta

T = En Belgique, la coalition gouvernementale n'est toujours pas parvenu à se prononcer sur le maintien ou le retrait des 600 parachutistes belges. Une polémique se développe entre le gouvernement et l'opposition quant à l'ampleur de la répression et à son caractère sanglant.

Monique Mas a pu joindre une Rwandaise mariée à un Belge qui vient d'être rapatriée en Belgique après avoir été détenu quatre jours à Kigali.

Témoignage de Gertrude Chopak sur la dureté des conditions de détention (Monique Mas) :

« ...j'ai vu des morts et j'ai entendu des coups de fusil chez les hommes...

(Q. de M. M. : on ne vous a pas donné à boire et à manger ?)

...non, on ne nous a pas donné à boire et à manger. »

(Le témoin reprend à chaque fois les phrases de Monique Mas)

- Journaux Afrique du 13 octobre 90 (1990 JAF 0286)

30/ Afrique matin (1990 JAF 0286 A)

P = Nicolas Balique

T = Washington étudie la demande d'aide militaire formulée par Kigali. Aux Etats-Unis, on s'interroge surtout sur les massacres de civils qui auraient eu lieu au nord-est du pays. Massacres démentis formellement, je vous le rappelle, par les autorités de Kigali. Polémique toujours en Belgique.

Témoignage de Gertrude Chopak sur la dureté des conditions de détention (Monique Mas) :

Diffusé la veille au soir

P : Les rebelles ont accusé la Belgique d'être directement impliquée dans les combats.

Corr. de Jean Hélène de Kigali :

« Pour autant qu'on puisse le savoir, la situation tourne en faveur des troupes régulières. Le régime semble tiré d'affaires, notamment grâce à l'intervention des soldats zaïrois...maintenant la guérilla peut s'installer de manière permanente dans la région du Mutara...les observateurs à Kigali estiment qu'il ne reste plus qu'une solution au gouvernement : négocier avec les rebelles, qui représente d'une manière ou d'une autre les réfugiés rwandais. Aujourd'hui, le président rwandais s'est rendu dans le village natal de Mobutu. Est-ce pour demander l'envoi de nouvelles troupes ou pour étudier l'ouverture de négociations ? »

31/ Afrique midi (1990 JAF 0286 C)

P= Annick Barret

Corr. de Jean Hélène de Kigali :

Diffusée le matin

P : L'ambassadeur du Rwanda à Washington affirme que les rebelles sont soutenus par Kampala et qu'ils auraient reçu des armes de leurs compatriotes exilés aux Etats-Unis... La situation des droits de l'homme au Rwanda inquiète de nombreuses organisations, c'est pourquoi la Fédération internationale des droits de l'homme envoie mercredi une délégation dans ce pays. Elle comprendra un représentant de la ligue belge des droits de l'homme ainsi que M. Alain Feder qui a expliqué à Monique Mas quels étaient les objectifs de sa mission.

Itw d'Alain Feder (Monique Mas) :

« L'objet, c'est de vérifier la situation des droits de l'homme et notre premier objectif, c'est de savoir si nous pouvons pénétrer dans le territoire actuellement interdit, la région de Mutura, pour vérifier si la liberté de circulation existe, notamment pour les organisations humanitaires. Et il y a bien entendu la situation de tous les autres droits de l'homme que nous sommes chargés de vérifier pendant la période d'une semaine où nous allons être sur place.

(Q. de M.M. : est-ce que vous vous intéresserez également au rôle des forces françaises et belges ?)

Bien entendu, c'est un aspect fondamental de la situation puisque vous savez que les opposants réclament le départ des forces étrangères. Il nous appartient de vérifier cet aspect de la situation et de voir quelle est l'incidence au regard des droits de l'homme de la présence des troupes françaises et belges. »

32/ Afrique soir (1990 JAF 0286 D)

P = Jean Diatta

T = Les autorités ont présenté des détenus à la presse et au corps diplomatique, en majorité des Tutsis.

P : L'avancée des troupes gouvernementales continue...le contingent zaïrois joue un rôle décisif dans ce renversement de situation. Les rebelles mettent en cause ce contingent, l'accusant même d'être dirigé par des officiers belges. Le Burundi a présenté son offre de bon office...

Itw d'Alain Feder (Monique Mas) :

Diffusée à midi

- Journaux Afrique du 14 octobre 90 (1990 JAF 0287)

32/ Afrique matin (1990 JAF 0287 B)

P = Nicolas Balique

T = confusion autour de Gabiro. Les réfugiés fuient les combats.

P : de source officielle, au moins 2500 personnes soupçonnées de collaboration avec les rebelles ont été arrêtées...

Corr. de Jean Hélène qui a parcouru la presse ougandaise, où les rebelles tiennent la part du lion :

"On peut lire de longs articles sur les réfugiés rwandais, sur leur histoire, sur la stratégie du FPR. Et les journaux font la part belle aux maquisards...les Ougandais

semblent tout à fait acquis à la cause des rebelles, qui, disent-ils, ont le droit de retourner dans leur pays et ont raison de se battre pour cela..."

Corr. de Jean Hélène de Mbarara à la frontière ougando-rwandaise :

"Ici sur la frontière ougando-rwandaise, on fait état d'un flot continu de réfugiés qui fuient devant l'avancée de l'armée rwandaise appuyée par les soldats zaïrois...il est difficile de savoir l'ampleur des exactions commises par les soldats mais toujours est-il que les paysans, des éleveurs pour la plupart, cherchent refuge en Ouganda. Ils sont démunis de tout. Les organisations humanitaires sont arrivées sur place. L'organisation Oxfam a dénombré près de mille réfugiés..."

33/ Afrique midi (1990 JAF 0287 C)

P = Annick Barret

T = la Belgique évacue ses ressortissants encore présents dans le nord du pays. Ils seront regroupés à Kigali sous escorte militaire.

Selon le ministre de la Justice, 1000 des 2500 personnes interpellés auraient déjà été relâchées. Le gouvernement s'est également défendu de mener une chasse aux sorcières contre les Tutsis.

Corr. de Jean Hélène de Mbarara à la frontière ougando-rwandaise :

Diffusée le matin

P : En ce qui concerne les populations civiles toujours présentes dans les zones de combats, Médecins sans frontières a exprimé son inquiétude, précisant que cette région n'est toujours pas accessible aux ONG.

P : Il y a quelques instants, nous avons reçu à RFI le témoignage d'un réfugié rwandais en Ouganda, témoignage à prendre bien sûr avec beaucoup de précautions. Il s'agit d'un Hutu. Il affirme que son village situé dans la région de Byumba, au nord du Rwanda, a été récemment attaqué par des soldats de Kigali. 45 villageois auraient été tués, les maisons pillées et dans le village voisin, ce serait des hélicoptères qui auraient ouverts le feu, faisant 25 tués et 150 blessés. Il ne s'agit bien sûr que d'un témoignage mais qui viendrait renforcer les inquiétudes des ONG sur le sort des populations civiles.

Corr. de Jean Hélène qui a parcouru la presse ougandaise, où les rebelles tiennent la part du lion :

Diffusée le matin

34/ Afrique soir (1990 JAF 0287 D)

P = Jean Diatta

Corr. de Jean Hélène de Mbarara à la frontière ougando-rwandaise :

"Il y a ce soir environ 4 000 réfugiés rwandais sur la frontière ougandaise...l'armée ougandaise leur a fourni un peu de nourriture...ils manquent de tout...Les premiers sont arrivés en début de semaine après avoir échappé aux massacres de l'armée rwandaise dans la région Nyagatare. Tous les témoignages se recourent. L'armée est arrivée dans les ranchs et a commencé à tirer sur les civils. Derrière les soldats, des cultivateurs armés de machettes poursuivaient les fuyards et achevaient les blessés. Les pasteurs sont en général Tutsis, les cultivateurs Hutus. Mais on retrouve parmi les réfugiés des Hutus qui habitent dans les ranchs, qui sont suspects d'être favorables aux rebelles".

P : Dans la région, la KANU, le parti unique du Kenya, a fermement dénoncé l'ingérence de l'Ouganda dans les affaires du Rwanda.

- Journaux Afrique du 15 octobre 90 (1990 JAF 0288)

35/ Afrique matin (1990 JAF 0288 B)

P = Nicolas Baliqie

T = Peut être un espoir de paix au Rwanda avec la Belgique qui se lance dans une entreprise diplomatique sans précédent. Une délégation composée du Premier ministre, du MAE et du ministre de la Défense belges, sont à Nairobi pour rencontrer le président rwandais ainsi que des représentants du gouvernement ougandais.

Corr. de Quentin Dickinson de Bruxelles :

"...le premier objectif est d'obtenir une trêve, puis de lancer une large négociation...cela permettrait de retirer les troupes belges, retrait demandé par une large partie de l'opinion belge..."

Corr. de Jean Hélène de la frontière ougando-rwandaise :

"...rien de bien attrayant dans cet hameau isolé, sinon que pour beaucoup de Rwandais, il représente aujourd'hui la sécurité. Là-bas derrière les collines, l'armée rwandaise se bat contre les rebelles et massacre les civils soupçonnés d'être de leur côté...mais l'armée choisit ses victimes. Elle ne s'attaque qu'aux ranchs, ces villages de pasteurs d'origine tutsi comme les rebelles. Un témoin parle de 350 victimes, abattues par des soldats ou des agriculteurs des villages voisins, des Hutus qui eux sont censés être partisan du régime..."

36/ Afrique midi (1990 JAF 0288 C)

P = Annick Barret

T = Offensive diplomatique de la Belgique. Les présidents rwandais et ougandais sont à Dar es-Salam. Le Rwanda va saisir le conseil de sécurité de l'ONU.

Pap. de Paul Fels :

"...la saisine du conseil de sécurité est la première conséquence de la rencontre entre le Premier ministre belge et le président rwandais..."

P : la ville de Gabiro a été reprise par les rebelles. Près de 4000 réfugiés déjà. Ils témoignent des massacres dont sont victimes les pasteurs tutsis, massacres perpétrés par l'armée rwandaise et les agriculteurs hutus.

Corr. de Jean Hélène de la frontière ougando-rwandaise :

Diffusée le matin

- Journaux Afrique du 16 octobre 90 (1990 JAF 0289)

37/ Afrique matin (1990 JAF 0289 A)

P = Kamel Djaider

T = A Paris, François Mitterrand a rappelé la mission des soldats français envoyés sur place.

Corr. de Jean Hélène de Kagitumba, poste frontière avec le Burundi :

" Kagitumba est aussi la base arrière des rebelles...dans l'ancien poste de douane on reçoit les journalistes...le commandant en second de l'armée patriotique rwandaise annonce que Gabiro a été reprise...le régime actuel, dit-il, utilise les divisions entre Hutus et Tutsis pour conserver le pouvoir. Il estime que les Belges feraient mieux de jouer les médiateurs plutôt que de soutenir le président rwandais. Notre but, dit-il, n'est pas de prendre Kigali mais d'apporter un changement dans ce pays."

P : on connaît assez bien maintenant les exigences du Front patriotique qui dirige cette rébellion dans le nord. Ce front est favorable à une solution politique mais sans le président Habyarimana.

Itw d'un des chefs de cette rébellion, le colonel Alexis Kanyarengwe (Monique Mas) :

"Il n'y a pas eu de contacts ni du gouvernement rwandais, ni du gouvernement belge. Je me demande qui a fait appel à l'ONU, pour quelle raison. C'est un problème rwandais qui doit être réglé par les Rwandais. C'est un problème de démocratisation des institutions, un problème de reconnaissance des droits des citoyens de tout Rwandais où qu'il se trouve. Nous ne comptons vraiment pas sur Habyarimana pour

négocier quelque chose. Continuer la guerre, ça ne nous intéresse absolument pas mais si on devait cesser le feu, il faudrait des préalables qui se résument à ces points : démission sans condition du président Habyarimana, retrait des troupes étrangères, arrêt des arrestations et massacres, libération de tous les prisonniers sans condition."

P : voilà pour les revendications des rebelles. Kigali a de son côté saisi le conseil de sécurité, une initiative qui rentre dans le cadre d'un plan de paix élaboré par le gouvernement rwandais en liaison étroite avec la Belgique qui a décidé de porter la question du Rwanda devant la CEE...les autorités de Kigali ont demandé le renvoi des troupes zaïroises.

Extrait de la conférence de presse de François Mitterrand :

"La France a envoyé deux compagnies qui ont permis l'évacuation des Français et d'un certain nombre d'étrangers qui se sont mis sous notre protection. Nous avons agi d'ailleurs en harmonie avec le gouvernement belge qui a agi de même. Voilà c'est tout. Cette troupe n'a pas d'autre mission que celle-là. Cette mission remplie, elle rentrera en France. Le président rwandais doit venir en France à partir du 16. Il souhaiterait me rencontrer. Bien entendu je le recevrai."

38/ Afrique midi (1990 JAF 0289 C)

P = Philippe Leymarie

T = la garnison de Gabiro de nouveau aux mains des rebelles. Le FPR demande à Habyarimana de laisser la place.

Corr. de Jean Hélène à Gabiro :

"Gabiro, c'est un hôtel, des baraquements militaires et une villa présidentielle...dans les jardins de l'hôtel on fête encore la victoire. Beaucoup d'adolescents parmi ces combattants, qui posent fièrement devant les journalistes avec leurs uniformes dépareillés..."

P : la délégation belge est au Kenya où elle devrait rencontrer Museveni cet après-midi. Le président Habyarimana doit arriver en France demain.

Itw d'un des chefs de cette rébellion, le colonel Alexis Kanyarengwe (Monique Mas) :

Diffusée le matin

P : les soldats zaïrois ont commencé à évacuer le pays, apparemment à la demande du gouvernement rwandais. Selon plusieurs sources diplomatiques, l'effectif était monté à 1500, voire à plus de 2000 hommes

Itw de l'ancien Premier ministre zaïrois Karl I Bond, aujourd'hui opposant (Assane Diop) :

"Ces troupes se sont engagés dans les combats et se sont livrés, d'après ce que je sais, à des exactions...c'est inacceptable. La crédibilité de l'armée du Zaïre est fortement entamée..."

P : Le président kenyan a déclaré que son pays n'accorderait plus d'asile à tout réfugié dont il est prouvé qu'il est engagé dans des actions de déstabilisation du régime de son pays d'origine. Mesure notamment à l'encontre des réfugiés rwandais au Kenya.

39/ Afrique soir (1990 JAF 0289 D)

P = Assane Diop

T = le gouvernement de Kigali propose une trêve et des négociations. Les rebelles exigent avant toute trêve le départ d'Habyarimana et des forces étrangères.

Corr. de Jean Hélène de Kampala:

" Le deuxième mouvement du ballet diplomatique se tiendra demain à Kampala...Yoweri Museveni a noué des relations étroites avec ses anciens compagnons d'armes, dont quelques-uns dirigent maintenant le mouvement rebelle. Il pourrait jouer un rôle essentiel de médiateur...de source proche de la présidence, on estime qu'il attend de la part du chef de l'Etat rwandais une déclaration de principe sur le retour de tous les réfugiés, même si dans la pratique une partie seulement choisirait de retourner au Rwanda."

P : Une délégation du comité international de la Croix rouge au Rwanda depuis le week end dernier. But de cette mission : une visite au milieu des détenus depuis le début de la rébellion. Amnesty International se dit inquiète des arrestations et des exécutions sommaires. L'organisation fait état de 3 000 arrestations sans inculpation à Kigali et dans d'autres villes rwandaises.

Itw de l'ancien Premier ministre zaïrois Karl I Bond, aujourd'hui opposant (Assane Diop) :

Diffusée à midi

- Journaux Afrique du 17 octobre 90 (1990 JAF 0290)

40/ Afrique matin (1990 JAF 0290 A)

P = Kamel Djaidier

T = le gouvernement de Kigali dément ce matin sur nos antennes la proposition de trêve annoncée hier.

Itw de Casimir Bizimungu, MAE rwandais :

"...C'était uniquement une idée qui a émergé de la partie belge... La partie rwandaise a dit que la solution dépendra de la partie ougandaise, puisqu'elle fournit en équipements et en hommes la rébellion. Il n'y a jamais eu de pourparlers avec les rebelles."

Corr. de Jean Hélène de Kampala :

" Ici les négociations entre gouvernement et rebelles rwandais sont considérées comme une affaire strictement rwandaise...l'idée d'une médiation ougandaise en vue d'un cessez le feu n'est pas envisagée pour le moment. D'autant plus que Kigali n'a cessé de dénoncer, je cite, le soutien ougandais aux maquisards du Front patriotique rwandais..."

P : le Premier ministre belge devrait rencontrer le président zaïrois Mobutu. Amnesty international dénonce des arrestations et des exécutions sommaires.

41/ Afrique midi (1990 JAF 0290 C)

P= Jean Karim Fall

T = le Premier ministre belge a demandé à l'OUA de négocier un cessez le feu.
L'Ouganda est-elle en mesure d'assurer cette médiation ?

Itw de Casimir Bizimungu, MAE rwandais :

Diffusée le matin

Corr. de Jean Hélène de Kampala :

Diffusée le matin

P : je vous livre ce télégramme de dernière minute qui vient de nous parvenir : le Zaïre va retirer ses troupes envoyées au Rwanda. Inquiétude d'Amnesty international.

42/ Afrique soir (1990 JAF 0290 D)

P = Assane Diop

T = idem qu'à midi

Itw de Casimir Bizimungu, MAE rwandais :

Diffusée le matin et le midi

Pap. de Dominique de Courcelles sur le retrait des troupes zaïroises :

"Le Zaïre retire ses troupes au moment où s'engage une deuxième phase, la phase diplomatique...en fait derrière cette raison officielle, il y a peut-être d'autres raisons. Et notamment que le maréchal Mobutu n'apprécie pas que le gouvernement rwandais fasse uniquement appel à ses troupes mais ne sollicite pas ses talents de médiateur...autre raison peut être, le comportement de sa garde présidentielle accusée de pillages et d'exactions..."

P : Pas d'aide militaire au Rwanda, c'est la réponse du Département d'état américain au Rwanda. D'autres formes de soutien seront étudiées.

Sur le terrain, on dénombre des dizaines de victimes dans le nord-ouest du Rwanda. Entre 50 et 100 personnes se sont entretuées au cours d'affrontements ethniques.

Invité d'Afrique soir : journaliste burundais qui revient de Kigali.

"...oui il y a eu de nombreuses arrestations mais je ne suis pas sûr qu'il y ait eu quantité d'exécutions sommaires..."

- Journaux Afrique du 18 octobre 90 (1990 JAF 0291)

43/ Afrique matin (1990 JAF 0291 B)

P = Kamel Djaidier

T = Espoir de règlement du conflit. Juvénal Habyarimana accepte des négociations avec les rebelles. Les présidents rwandais, ougandais et tanzanien réunis hier sur les bords du lac Victoria ont demandé un cessez le feu immédiat.

Corr. de Jean Hélène de Kampala :

"...Habyarimana a posé une condition : que l'APR accepte un cessez le feu en préalable à toute négociation. Autre concession du président rwandais : il accepte le retour de tous les réfugiés rwandais...le FPR demande des assurances de sécurité pour les réfugiés..."

Pap. de Dominique de Courcelles sur le retrait des troupes zaïroises :

Diffusée la veille au soir

P : A Genève, la commission internationale des juristes a lancé hier un appel à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples pour qu'elle envoie une mission d'enquête au Rwanda.

44/ Afrique midi (1990 JAF 0291 C)

P = Philippe Leymarie

T = Accord entre les présidents rwandais et ougandais en 4 points : intégration des réfugiés rwandais (2 millions de personnes concernées), demande de cessez le feu aux rebelles, envoi d'une force neutre de contrôle et organisation d'une conférence régionale qui réunirait les 6 pays de la région pour régler le problème des réfugiés.

Corr. de Jean Hélène de Kampala :

Diffusée la veille au soir

P : Juvénal Habyarimana doit voir le président français en fin d'après-midi. Il devrait tenir une conférence de presse.

45/ Afrique soir (1990 JAF 0291 D)

P = Assane Diop

Corr. de Jean Hélène de Nairobi qui explique l'accord en quatre points:

"...les grands absents de cet accord sont les rebelles..."

Itw d'Alexis Kanyarengwe, colonel du FPR, qui donne ses conditions (D. de Courcelles) :

" Nous avons proposé la démission du gouvernement, le remplacement de la Constitution nationale, le cessez le feu et le retrait des forces étrangères. Après ça , nous pourrions négocier valablement..."

Nous sommes gênés de devoir négocier avec quelqu'un qui continue d'organiser des arrestations...le problème de fond concerne le pouvoir en lui-même. Le problème des réfugiés est un problème qui est pratiquement secondaire. C'est un problème des institutions qui sont basées sur une dictature, qui entretient une oppression sur la population."

P : La Belgique envisage de retirer rapidement son contingent au Rwanda dans l'hypothèse d'un succès diplomatique.

- Journaux Afrique du 19 octobre 90 (1990 JAF 0292)

46/ Afrique matin (1990 JAF 0292 B)

P = Kamel Djaidier

T = Conférence de presse de Juvénal Habyarimana à Paris. Il demande l'appui diplomatique de la France et confirme qu'il a bien accepté un plan de paix belge qui prévoit l'envoi de troupes internationales pour superviser l'application d'un cessez le feu.

Extrait de la conférence de presse de Juvénal Habyarimana :

"...la Belgique pense que pour appuyer la cessation des combats, il faudrait une force de contrôle. Nous appuyons cela....François Mitterrand ne s'est pas prononcé sur ce problème puisque l'initiative appartient à la Belgique..."

"Je suis prêt à ouvrir cette commission de synthèse même aux Rwandais qui sont à l'extérieur de façon qu'il y ait réellement un consensus national et que ces réformes s'adressent également à l'extérieur. Ca va déboucher sur la création de plusieurs partis et aussi probablement sur un référendum concernant une nouvelle Constitution puisque la Constitution que nous avons mis en place en 1978 consacre le monopartisme alors que maintenant nos orientations vont dans le sens du multipartisme. Il faudra donc changer cette Constitution et la faire adopter par référendum. C'est cela l'étape finale. Cela débouchera alors sur des élections législatives et présidentielles. Je suis prêt à accélérer les choses. Mais j'avais fixé une date limite en 1992 mais probablement qu'il faudra accélérer les choses."

"Nous disons que le Rwanda a des problèmes et notamment des problèmes de surpopulation, d'exiguïté du territoire et d'autres...Je le répète aujourd'hui solennellement le Rwanda est prêt à recevoir tous les réfugiés rwandais qui veulent revenir à l'intérieur du pays. Mais seul il ne pourra pas le faire. Il faut donc l'assistance de la communauté internationale...dans certaines régions, la densité de population est de 1 000 hab. /Km ...C'est vraiment un droit légitime de vouloir rentrer dans son pays malgré tous les problèmes..."

P : Le HCR a annoncé l'envoi d'une mission en Afrique pour préparer une aide aux quelques 50 000 réfugiés qui ont fui la guerre du Rwanda.

- Journaux Afrique du 20 octobre 90 (1990 JAF 0293)

47/ Afrique matin (1990 JAF 0293 A)

P= Nicolas Balique

T = On pourrait s'acheminer vers une force d'interposition européenne en vue de contrôler l'application du cessez le feu dans le nord du pays. Le gouvernement rwandais a accepté la proposition belge.

Pap. de Paul Fels :

"L'exemple du Liberia où la force ouest-africaine d'interposition n'est pas parvenue à mettre fin à la guerre civile, cet exemple a convaincu le gouvernement rwandais de faire appel aux Européens. C'est ce que vient de déclarer l'ambassadeur du Rwanda au Kenya...On peut aussi trouver une autre raison, l'action des soldats zaïrois qui a suscité beaucoup de critiques..."

P : On s'interroge toujours sur les massacres perpétrés par l'armée gouvernementale. L'agence Reuter qui rapporte le témoignage d'un paysan, qui affirme que 200